



**RAPPORT
D'ACTIVITÉ**

2023

SOMMAIRE

- 3 « LES NOUVELLES GUERRES », par Pierre Haski**
- 4 « À 360 », par Christophe Deloire**
- 5 UNE STRATÉGIE ORIGINALE ET INNOVANTE**
- 6 LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2023**
- 10 RSF EN ACTION**
 - Près de 2 000 journalistes formés dans 37 pays
 - Près de 500 journalistes soutenus dans 62 pays
 - Des avancées en matière de justice pénale
 - Une reconnaissance des organes internationaux
- 14 2023 EN RÉCITS**
- 20 LES GRANDES CAMPAGNES DE RSF**
 - Libérez les journalistes
 - Protéger les journalistes et le travail journalistique
 - Un « New Deal » pour le journalisme
 - La gouvernance d'Internet
 - Résister à la propagande
- 33 NOS PROJETS POUR L'AVENIR**
- 34 UN BUDGET EN CROISSANCE ET DES FINANCEMENTS DIVERSIFIÉS**
- 35 UNE ÉQUIPE ENGAGÉE**
- LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**
- 36 UNE IMPLANTATION INTERNATIONALE**
- 38 TOUCHER DE NOUVEAUX PUBLICS**
- 39 LA NOUVELLE CAMPAGNE RSF**

EN COUVERTURE

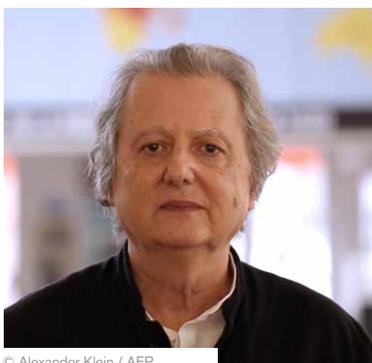


Conférence de presse, organisée au siège de RSF le 10 février 2023, avec l'ancienne productrice de télévision russe Marina Ovsianikova et le secrétaire général de RSF Christophe Deloire.

Photo de couverture : ©Joël Saget / AFP

LE MOT DU PRÉSIDENT

Pierre Haski
Président de RSF



© Alexander Klein / AFP

LES NOUVELLES GUERRES

Depuis l'attaque du 7 octobre, plusieurs médias ont, pour tenter de comprendre la situation, interrogé mes souvenirs de journaliste correspondant à Jérusalem. On m'a souvent posé la question des racines et résurgences du conflit entre Israël et Palestine. De ce qui a traversé ce siècle d'hostilités et de violences. De ce qui a perduré.

Pourtant, cette guerre ne ressemble pas aux précédentes. Au Proche-Orient comme ailleurs, elle se joue aussi, désormais plus que jamais, sur le terrain de l'information.

Depuis le début du conflit, aucun journaliste international n'a pu entrer librement à Gaza. En termes d'accès à l'information, c'est sans précédent. En quelques mois, des dizaines de journalistes palestiniens ont été tués, pour certains, on le sait, délibérément ciblés. Sur une période aussi courte, nous n'avions jamais vu un tel massacre.

Mais le plus inédit reste la diffusion massive de la désinformation. Les fausses informations liées au conflit entre Israël et le Hamas auraient été multipliées par 34 en France entre septembre et novembre 2023. Contrairement à la guerre en Ukraine, où les campagnes de désinformation russes sont largement téléguidées par le Kremlin, celles relatives au conflit entre Israël et le Hamas émanent de très multiples acteurs. Le caractère passionnel de ce conflit fait de la désinformation un outil stratégique d'orientation des émotions, et accélère sa propagation.

La désinformation qui se déploie depuis le 7 octobre va bien au-delà de la simple stratégie militaire et de tout ce que nous avons pu observer jusqu'alors. Elle a une capacité à toucher des publics aussi variés que ses émetteurs. Elle constitue un défi de taille, auquel Reporters sans frontières (RSF) s'attache chaque jour à répondre : en protégeant les journalistes, en leur portant assistance, en plaidant pour leur accès au terrain, en enquêtant pour leur rendre justice. Mais également en déployant des initiatives et outils pour combattre la désinformation. Merci à toutes les équipes de RSF pour leur action, au Proche-Orient et dans le reste du monde.

ÉDITO

Christophe Deloire

Secrétaire général de
Reporters sans frontières



© Manon Levet

À 360

L'année 2023 a débuté par un très gros coup. Sans doute l'un des plus spectaculaires de l'histoire de l'organisation : l'exfiltration et la réapparition surprise de Marina Ovsianikova, « la présentatrice à la pancarte », au siège de RSF à Paris. Cette capacité à mobiliser autour de temps forts fait partie de l'ADN de l'organisation, et même la caractérise. La surprise a, bien sûr, été créée par la nature exceptionnelle de la fuite et de la mise en sécurité de Marina. Mais moins par la capacité de RSF à l'organiser.

Ce qui, en revanche, a été totalement inédit cette année, c'est la mise en application de la stratégie 360 degrés de l'organisation. Une stratégie que l'on pourrait résumer ainsi : agir, partout où cela est possible et avec tous les moyens disponibles. Du contentieux juridique à l'assistance des journalistes sur le terrain, de la mise en place de programmes de réponse aux crises au déblocage de sites Internet censurés, du dialogue avec des chefs d'États, y compris de régimes autoritaires, aux propositions de normes juridiques favorables au journalisme, RSF s'est distinguée par sa capacité d'action et de mobilisation.

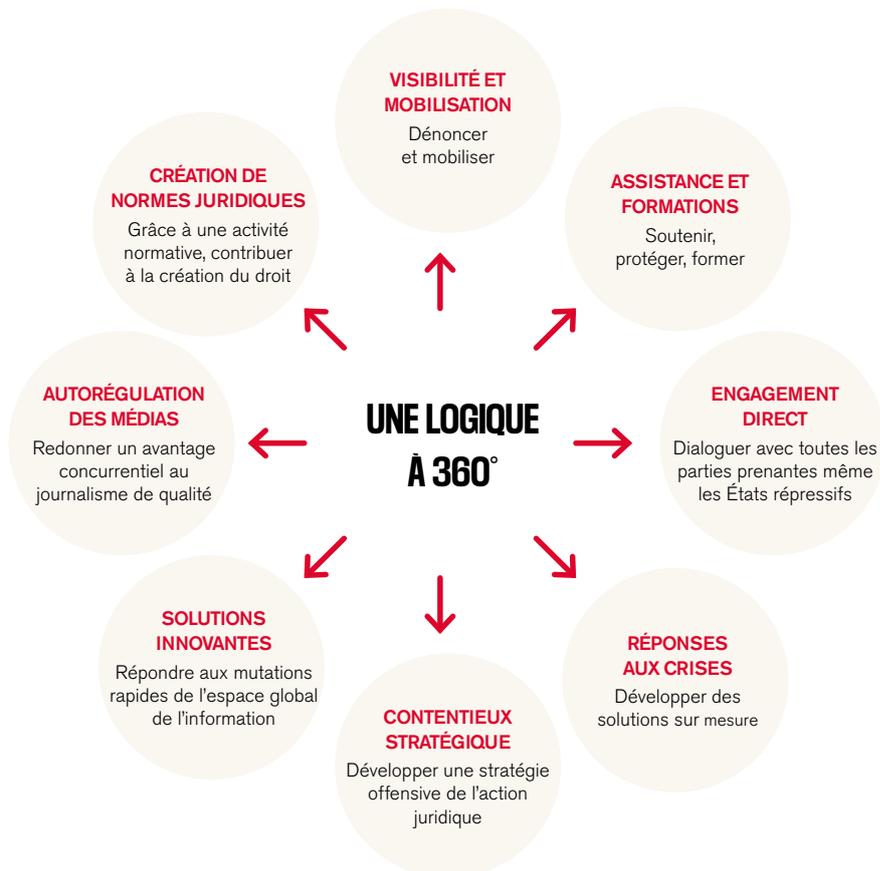
Face aux nouveaux dangers, notamment technologiques, qui pèsent sur le journalisme, nous avons défini quatre niveaux d'intervention : la protection des journalistes, la relation entre le public et les médias, le marché de l'information et l'espace informationnel. À chacun de ces niveaux, nous avons agi en proposant des solutions.

C'est sans doute là, la plus grande force de RSF. L'organisation ne se contente jamais de constater ou de dénoncer des problèmes, même lorsqu'ils sont complexes ou historiques. Elle tente d'y répondre. Je voudrais rendre hommage à l'équipe de RSF, qui œuvre chaque jour à la mise en place de solutions. Qui ne renonce pas face à l'adversité. Qui se mobilise. Qui fait face. Notre stratégie ne serait rien sans le courage et la détermination des collaborateurs pour mener de front toutes nos activités.

UNE STRATÉGIE ORIGINALE ET INNOVANTE

En 2023, Reporters sans frontières (RSF) a mis en place une stratégie dite « 360 degrés ». Cette dernière privilégie l'approche **holistique**, consistant à mobiliser différentes formes de **ressources** pour apporter des **solutions** aux problèmes identifiés.

RSF se distingue par sa capacité à mobiliser des **acteurs variés**, à fournir des services y compris sur les **terrains difficiles**, à influencer les **décideurs** et à obtenir un **retentissement mondial** aux actions menées.



CONSTRUIRE DES PONTS AVEC DES ACTEURS CLÉS

Pour développer programmes et campagnes, RSF dialogue désormais avec des acteurs multiples :

- > Avec les organisations internationales
- > Avec les chefs d'État et de gouvernement
- > Avec les régimes les plus difficiles
- > Avec les communautés journalistiques
- > Avec les propriétaires des médias
- > Avec les annonceurs
- > Avec les plateformes



Gouvernements



Organisations internationales



Plateformes, GAFAM, BATX



Médias et écosystème médiatique : annonceurs, syndicats...



Grand public

LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2023

JANVIER

L'APPEL DE 16 PATRONS DE RÉDACTION POUR LA LIBÉRATION D'IHSANE EL KADI

Réunis par Reporters sans frontières (RSF), le rédacteur en chef de *Novaïa Gazeta* prix Nobel de la paix, Dmitri Mouratov, et 15 autres directeurs de médias et responsables de rédactions se sont mobilisés pour obtenir la libération d'Ihsane El Kadi et la fin des entraves contre les médias qu'il dirige, *Radio M* et *Maghreb Émergent*.



©Joël Saget / AFP

FÉVRIER

LA RÉAPPARITION AU SIÈGE DE RSF DE LA « PRÉSENTATRICE À LA PANCARTE »

Lors d'une conférence de presse organisée au siège de RSF, l'ancienne productrice de télévision russe Marina Ovsianikova et le secrétaire général de l'organisation Christophe Deloire ont raconté l'incroyable opération qui lui a permis de fuir la Russie.



©Noémie Bonnafous / RSF

MARS

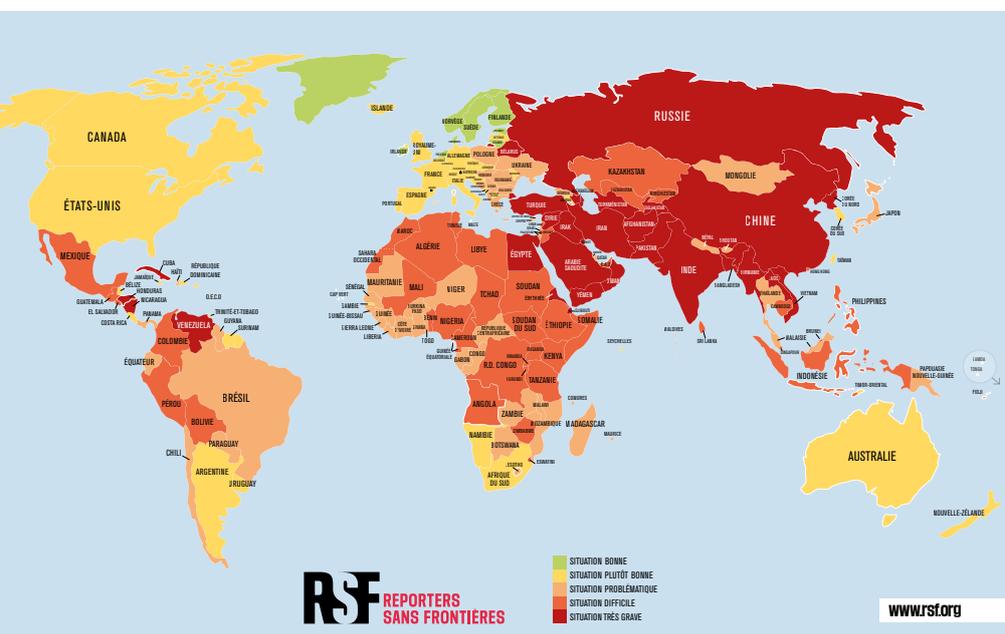
OLIVIER DUBOIS, ENFIN LIBRE !

Après avoir passé 711 jours en otage d'un groupe armé affilié à Al-Qaïda au Sahel, le journaliste français Olivier Dubois a été libéré le 20 mars 2023. Aux côtés de sa famille et de ses proches, RSF s'était mobilisée depuis près de deux ans pour obtenir sa libération.

AVRIL

LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN PARTICIPE AU LANCEMENT DE L'INDEX 2023

Le secrétaire d'État des États-Unis Antony Blinken a confirmé qu'il se joindrait au lancement, organisé en partenariat avec le *Washington Post*, de l'édition 2023 du Classement mondial de la liberté de la presse.



LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS LE MONDE EN 2023

MAI

CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE 2023 : LES DANGERS DE L'INDUSTRIE DU SIMULACRE

À l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, RSF a dévoilé la 20^e édition du Classement mondial de la liberté de la presse. Le classement 2023 révèle une double polarisation, amplifiée par le chaos informationnel : polarisation des médias entraînant des fractures à l'intérieur des pays et polarisation entre les États sur le plan international.

JUIN

FRANCE : UN GRAND MEETING POUR DÉFENDRE L'INDÉPENDANCE DES MÉDIAS

En solidarité avec la rédaction du *Journal du Dimanche* (JDD), en grève suite à la nomination d'un nouveau directeur de la rédaction, RSF a organisé un grand meeting réunissant 1000 personnes pour défendre l'indépendance éditoriale des médias à Paris, en présence des principaux représentants politiques, associatifs et syndicaux français.



©Hans Lucas

LES MOMENTS FORTS DE L'ANNÉE 2023



JUILLET

MOBILISATION INTERNATIONALE POUR JOSE RUBÉN ZAMORA

Un an après l'incarcération du journaliste Jose Rubén Zamora, victime d'un acharnement judiciaire, RSF a lancé une pétition appelant à la libération du directeur d'*elPeriódico*. Ce cas est symptomatique de la persécution subie par les journalistes au Guatemala, où la démocratie est plus que jamais menacée.

©RSF



©WAKIL KOHSAR / AFP

AOÛT

AUX CÔTÉS DES JOURNALISTES AFGHANS

À la veille du deuxième anniversaire de l'arrivée des talibans dans la capitale afghane, Kaboul, RSF a réalisé une série d'entretiens avec les journalistes qui, à l'intérieur du pays comme à l'étranger, se battent pour faire vivre le journalisme afghan, malgré la chape de plomb imposée par l'administration des talibans.



SEPTEMBRE

RAPPORT RSF SUR « LES TERRES BRÛLÉES DU JOURNALISME EN AMAZONIE »

RSF a publié un rapport qui présente des données inédites sur les entraves à la liberté de la presse, et tout particulièrement pour les acteurs locaux, en Amazonie brésilienne, où elle est justement cruciale face au défi climatique.



OCTOBRE

NARGES MOHAMMADI PRIX NOBEL DE LA PAIX 2023 !

Lors d'une conférence de presse organisée par RSF à Paris, le mari de Narges Mohammadi et leur fils ont exprimé leur fierté à l'annonce de l'attribution du prix Nobel de la paix à la journaliste et militante des droits des femmes. Emprisonnée depuis novembre 2021 dans la prison d'Evin, à Téhéran, elle continue d'informer sur les exactions commises par le régime iranien.

©RSF

NOVEMBRE

LA CHARTE DE PARIS SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET LE JOURNALISME

Le 10 novembre 2023, RSF et 16 organisations partenaires ont présenté la Charte de Paris sur l'IA et le journalisme. Pionnière dans son domaine, cette charte définit des principes éthiques que les journalistes, rédactions et médias du monde entier pourront s'approprier et décliner dans leur travail à l'ère de l'intelligence artificielle. Cette charte a été créée par une commission initiée par RSF et présidée par la journaliste et lauréate du prix Nobel de la paix Maria Ressa.



DÉCEMBRE

BILAN RSF : 779 JOURNALISTES ONT CONNU LA PRISON EN 2023

Dans son bilan annuel, RSF révèle que près de 800 journalistes ont connu la prison en 2023 et que près de 550 y passeront le début de l'année 2024. Près de la moitié d'entre eux sont détenus dans quatre pays : en Chine, en Birmanie, au Bélarus et au Vietnam. Moyen de répression du droit à l'information, l'emprisonnement arbitraire de journalistes continue d'être monnaie courante dans nombre de pays.

RSF EN ACTION

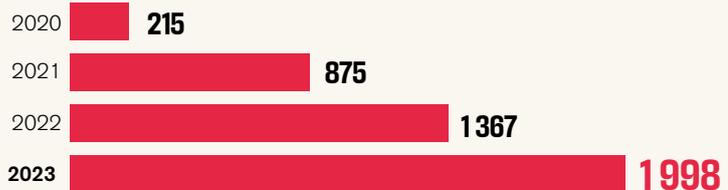
PRÈS DE 2 000 JOURNALISTES FORMÉS DANS 37 PAYS

EN 2023, REPORTERS
SANS FRONTIÈRES (RSF)
A FORMÉ PRÈS DE
2 000 JOURNALISTES
DANS 37 PAYS À TRAVERS
LE MONDE, SOIT DIX FOIS
PLUS DE BÉNÉFICIAIRES
QU'EN 2020.

L'organisation répond ainsi à une demande croissante des journalistes d'être mieux outillés face aux crises géopolitiques et à la désinformation. Avec son réseau d'acteurs locaux, RSF a ainsi répondu aux besoins croissants de professionnels de l'information en matière de sécurité, de couverture électorale et de lutte contre la désinformation.

4 455 JOURNALISTES FORMÉS PAR RSF EN QUATRE ANS

Une évolution constante d'année en année



DES JOURNALISTES FORMÉS DANS 37 PAYS

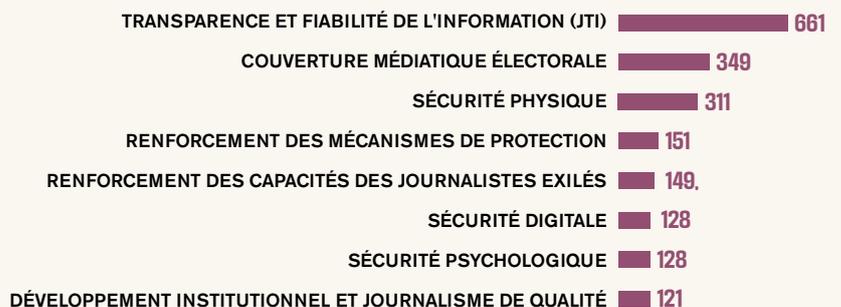
Avec un réseau de partenaires locaux, RSF est intervenue principalement en Afrique subsaharienne (40 % des journalistes formés), en Asie de l'Est (19 %) et en Ukraine (12 %).

FORMATION EN SÉCURITÉ, CONTEXTE ÉLECTORAL ET TRANSPARENCE DES MÉDIAS

Près de la moitié des formations dispensées par RSF en 2023 ont été axées sur la sécurité des journalistes, notamment en zone de guerre.

PRÈS DE 2 000 JOURNALISTES FORMÉS PAR RSF EN 2023 SUR HUIT THÉMATIQUES

La moitié des formations de RSF axées sur la sécurité des journalistes en 2023



RSF EN ACTION

PRÈS DE 500 JOURNALISTES SOUTENUS DANS 62 PAYS

RSF A FOURNI UNE AIDE FINANCIÈRE À 460 JOURNALISTES DE 62 PAYS AU COURS DE L'ANNÉE 2023 (SOIT LE DOUBLE DE BÉNÉFICIAIRES PAR RAPPORT À 2022). AU TOTAL, 998 302 EUROS ONT ÉTÉ CONSACRÉS À L'ASSISTANCE DE JOURNALISTES EN DANGER. LE MONTANT MOYEN DES BOURSES ENVOYÉES S'ÉLÈVE À 2 000 EUROS.

ACCOMPAGNER LES JOURNALISTES CONTRAINS À L'EXIL

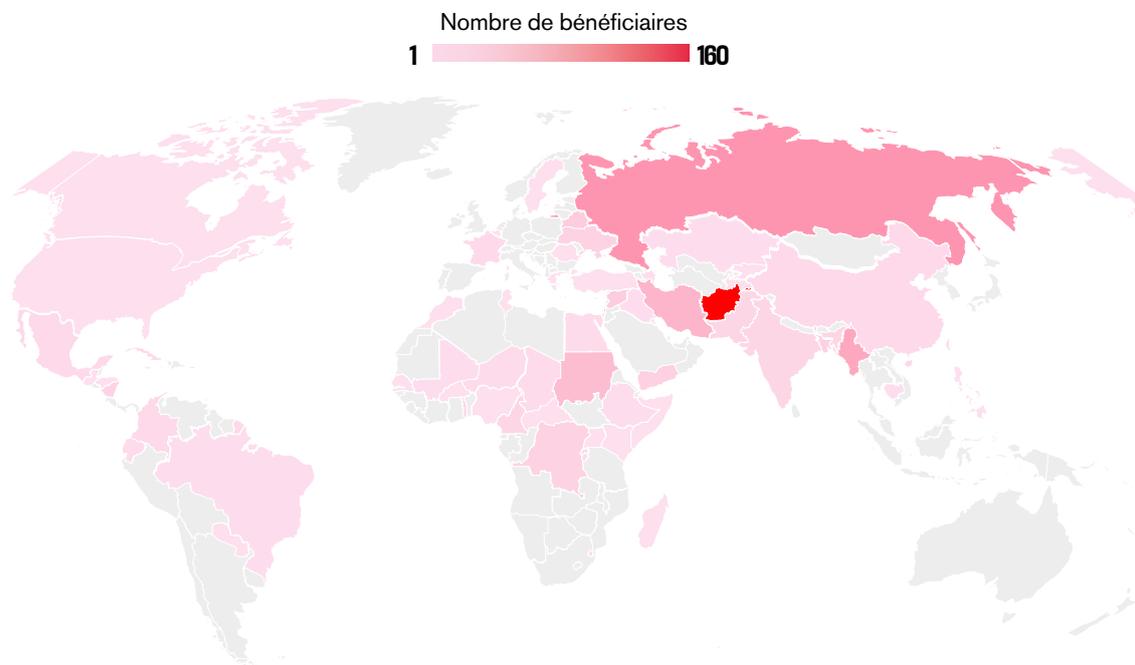
66 % de l'aide financière fournie en 2023 a été destinée à couvrir les frais de mise en sécurité et de réinstallation de journalistes contraints de s'exiler. Révélatrice de l'insécurité persistante à laquelle font face les journalistes, cette répartition des motifs de bourse est constante ces dernières années.

Les bourses RSF ont également servi à couvrir des frais juridiques, médicaux, ou de matériel professionnel. Chaque demande de bourse fait l'objet d'une enquête approfondie pour documenter le parcours professionnel du journaliste et les menaces auxquelles il fait face en raison de son travail.

SOUTENIR LES JOURNALISTES DANS LES PAYS EN CRISE

Si RSF soutient des journalistes menacés partout dans le monde, la carte des bourses envoyées en 2023 et celle des grandes crises géopolitiques de ces deux dernières années ont tendance à se superposer. En 2023, les principaux pays d'intervention ont été l'Afghanistan (156 bourses envoyées), puis la Russie (40), la Birmanie (30), la Palestine (27), l'Iran (23) et le Soudan (19).

LES JOURNALISTES AFGHANS REPRÉSENTENT PLUS DE 30 % DES BÉNÉFICIAIRES.



RSF EN ACTION

DES AVANCÉES EN MATIÈRE DE JUSTICE PÉNALE

LA STRATÉGIE CONTENTIEUSE
DE RSF A PERMIS DE
RÉELLES AVANCÉES DANS
LE TRAITEMENT PÉNAL
DES CRIMES CONTRE LES
JOURNALISTES PAR LES
AUTORITÉS D'ENQUÊTE ET
LA JUSTICE.

UKRAINE : DIX ENQUÊTES OUVERTES EN UKRAINE ET TROIS EN FRANCE

Le parquet ukrainien, avec lequel RSF est en relation étroite, a annoncé l'ouverture de dix enquêtes préliminaires suites aux plaintes de RSF. Ces plaintes documentent plus de 50 attaques dont ont été victimes plus de 100 journalistes, qui ont été tués, blessés, enlevés, pris en otage, torturés ou pris dans des bombardements. Par ailleurs, trois enquêtes pénales sont ouvertes en France, concernant la mort en Ukraine des journalistes français Pierre Zakrzewski, Frédéric Leclerc-Imhoff et Arman Soldin.

PALESTINE : LES CRIMES CONTRE LES JOURNALISTES PRIS EN COMPTE DANS L'ENQUÊTE DE LA CPI GRÂCE AUX PLAINTES DE RSF

Depuis le début du conflit à Gaza, RSF a déposé deux plaintes à la Cour pénale internationale (CPI), qui s'ajoutent à celles déposées par l'organisation en 2018 et en 2021. En janvier 2024, le bureau du procureur de la CPI a affirmé, pour la première fois depuis le début du conflit, que les crimes contre les journalistes sont inclus dans son enquête sur la situation en Palestine.

ALLEMAGNE : CONDAMNATION D'UN INDIVIDU IMPLIQUÉ DANS L'ASSASSINAT DU CORRESPONDANT DE RSF EN GAMBIE EN 2004

Le 30 novembre 2023, le tribunal régional supérieur de Celle en Allemagne a condamné à la prison à perpétuité un ancien membre des escadrons de la mort du régime de Yahya Jammeh en Gambie. Cet individu, qui était poursuivi notamment pour son implication dans l'assassinat en 2004 du journaliste et correspondant de RSF Deyda Hydar, a été condamné pour crime contre l'humanité, meurtre et tentative de meurtre.

FRANCE : CONDAMNATION D'UN POLICIER AUTEUR DE VIOLENCES SUR UN JOURNALISTE SUITE À LA PLAINTÉ DE RSF

La justice progresse également en France. Dans un dossier de violences policières commises sur un journaliste à Toulouse en avril 2019, dans lequel RSF s'est portée partie civile, l'auteur des faits a été jugé et condamné en février 2023.

RSF EN ACTION

UNE RECONNAISSANCE DES ORGANES INTERNATIONAUX

LA STRATÉGIE CONTENTIEUSE DE RSF A ÉGALEMENT PERMIS DES AVANCÉES SIGNIFICATIVES AU SEIN DES ORGANES INTERNATIONAUX EN CHARGE DES DROITS HUMAINS. À CE JOUR, NEUF CRIMES DE JOURNALISTES SUR DIX RESTENT IMPUNIS. LA MOBILISATION DES ACTEURS ET ORGANES INTERNATIONAUX EST ESSENTIELLE POUR FAIRE PROGRESSER LA JUSTICE.

ÉRYTHRÉE : RECONNAISSANCE PAR L'ONU DU CARACTÈRE ARBITRAIRE DE LA DÉTENTION DE DAWIT ISAAC

Le groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies a reconnu formellement, le 26 juillet 2023, le caractère arbitraire de la détention du journaliste suédo-érythréen Dawit Isaac, détenu au secret depuis septembre 2001. Cette reconnaissance résulte d'une plainte déposée par une coalition d'ONG internationales dont RSF en juillet 2022.

BRÉSIL : CRÉATION D'UN GROUPE DE TRAVAIL POUR ENQUÊTER SUR L'ASSASSINAT DE DOM PHILLIPS ET BRUNO ARAÚJO PEREIRA

À la demande de RSF et d'autres organisations de la société civile, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a annoncé le 11 août 2023 la création d'un groupe de travail pour enquêter sur l'assassinat du journaliste Dom Phillips et du spécialiste des peuples indigènes Bruno Araújo Pereira.

“ *Au-delà de la stratégie contentieuse déployée au niveau national et international pour obtenir justice et renforcer la sécurité, RSF mène un travail de fond pour mettre en place des cadres législatifs et réglementaires favorables à la liberté et au pluralisme de l'information.* ”

EN FRANCE EN 2023, RSF a par exemple obtenu que le Conseil d'État impose à l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (ARCOM) qu'elle exige de l'entreprise française Eutelsat de cesser de diffuser des chaînes de propagande russe à ses abonnés en Russie.

RSF a également été reconnue comme « partie à entendre » dans une enquête de la Commission européenne sur une opération de concentration dans les médias (l'acquisition du groupe Lagardère par le groupe Vivendi), à la suite d'une requête de l'organisation. RSF, qui dispose de nombreux éléments tendant à démontrer que cette prise de contrôle est déjà en marche depuis longtemps, a ainsi pu alimenter l'enquête des services de la Commission – qui est toujours en cours – avec ses informations et lui apporter des témoins.



La réapparition de Marina Ovsianikova

par **Émilie Poirrier**,
directrice de la communication et du marketing de RSF jusqu'en mars 2024

En 2023,

- **0 média indépendant**
en Russie depuis l'invasion russe
de l'Ukraine.
- **28 journalistes** détenus
en Russie.

Quand Christophe Deloire m'a mise dans la confiance, j'ai eu du mal à y croire. Marina Ovsianikova, la « présentatrice à la pancarte », célèbre pour avoir brandi « no war » quelques jours après le début de l'invasion de l'Ukraine, en plein journal télévisé sur la plus grande chaîne de propagande russe Pervy Kanal, allait rejoindre la France, avec l'aide de RSF.

Son évvasion de Russie ne pouvait fonctionner qu'à la condition que chacun garde le plus grand secret sur ce qu'il savait. Nous avons donc travaillé, en petit comité et de façon totalement confidentielle, sur le dossier. Une fois sa mise en sécurité assurée en France, nous avons pris, avec elle, la décision de rendre publique sa réapparition. L'objectif était de faire un coup d'éclat, et de montrer ainsi aux autres acteurs de la propagande en Russie qu'une autre voie est possible. Nous avons déjà organisé la prise de parole de Zhanna Agalakova quelques mois plus tôt, qui avait brisé le silence sur la machine de propagande russe.

Marina, elle, allait frapper plus fort encore. Elle allait dévoiler les coulisses de la désinformation du Kremlin, notamment à propos de l'Ukraine. Elle allait raconter la répression, la peur, la surveillance, l'assignation à résidence, les procès. Et puis la fuite. Des centaines de médias à travers le monde ont partagé ses mots, prononcés à l'occasion de la conférence de presse que nous avons organisée pour elle le 10 février.

Depuis, elle a publié un livre et donné plusieurs interviews. Elle vit aujourd'hui en sécurité à Paris. « *RSF a sauvé ma vie* » dit-elle souvent. Nous aussi, nous lui devons beaucoup. Grâce à son courage, nous avons marqué un point contre Poutine et son régime répressif, en montrant qu'il est possible de résister aux appareils de propagande, que l'on peut les ébranler de l'intérieur, dire non, qu'il est possible d'en sortir, de faire défection, de s'opposer à la falsification de l'histoire, de l'actualité, et à la manipulation.



Dans les coulisses du documentaire en Ukraine

par Robin Grassi,
responsable du studio de RSF

En 2023,

- **144 vidéos** produites soit 3 par semaine.
- **318 visuels** réseaux sociaux.
- Plus de **500 visuels** rsf.org.
- Plus de **600 participants** aux avant-premières du film documentaire.
- « Fixeurs de guerre : les invisibles du reportage », un documentaire disponible sur le site et l'application Arte TV pendant 3 ans.

Cette salle de cinéma parisienne pleine à craquer, avec d'un côté les yeux rougis d'émotion des spectateurs et leur admiration palpable envers les trois fixeurs ukrainiens dont le film raconte l'histoire et de l'autre, la fierté des personnages centraux du film, venus spécialement d'Ukraine, en temps de guerre, pour cette avant-première, m'a fait repenser au chemin parcouru depuis la création du Studio RSF, en 2022.

À l'époque, nous avons bien en tête de pouvoir, un jour, réaliser ce type de documentaire, permettant de sensibiliser et d'alerter le public en proposant d'autres formes narratives que nos communiqués ou rapports. Mais c'est allé bien plus vite que ce que j'imaginai ! En parallèle des formats courts, diffusés sur nos réseaux sociaux, que nous produisons plusieurs fois par semaine, nous avons dès le départ envisagé des formats longs.

Un premier film avait été produit fin 2021, proposant une succession de témoignages sur le « Système B », le système Bolloré. En 2022, nous avons réalisé notre premier film sur l'enquête RSF liée à la mort du photojournaliste Maks Levin en Ukraine. En 2023, nous avons réalisé notre première enquête vidéo sur la mort du journaliste Issam Abdallah à la frontière Israël-Liban. Le documentaire « *Fixeurs de guerres : les invisibles du reportage* », qui raconte l'histoire d'Andrii, de Kyrylo et d'Oleksandra, deux jeunes ukrainiens et une ukrainienne qui ont accepté de prendre tous les risques pour permettre au monde d'être informé a été réalisé cette même année et diffusé à l'occasion des deux ans de la guerre en Ukraine.

Pour le tournage, nous nous sommes rendus dans les montagnes des Carpates, à l'Ouest de l'Ukraine, où RSF et ses partenaires organisent des retraites pour les journalistes et les fixeurs. Des mises au vert, permettant à chacun de reprendre son souffle, de s'extraire quelques jours d'un quotidien extrêmement dangereux et difficile. Nous les avons également suivi à Kyiv, lorsqu'ils rentraient de mission, nous avons rencontré leurs familles. Au fil des échanges avec eux, j'ai mesuré la force mentale qui les habite. Nous avons voulu les suivre et les interroger pour mettre en lumière le travail méconnu de ces héros et héroïnes de l'information et l'impact que celui-ci a sur leur vie. Tour à tour interprètes, chauffeurs, guides, intermédiaires, négociateurs entre les journalistes et leurs contacts, parfois reporters eux-mêmes, ils permettent aux journalistes d'atteindre les zones les plus dangereuses et les plus isolées d'Ukraine.

Sans trembler face au danger.

Sans jamais renoncer.

Je suis fier et heureux d'avoir participé à mettre en lumière leur travail, trop souvent méconnu du public. Ces héros et héroïnes de l'information rendent possible la couverture médiatique de la guerre en Ukraine.



Notre enquête sur la mort d'Issam Abdallah

par Anne Bocandé,
directrice éditoriale de RSF

En 2023,

- **56 journalistes** au moins avaient été tués, **dont 13** dans le cadre de leurs fonctions.
- **1 plainte** avait été déposée par RSF à la CPI.

Que s'est-il passé à la frontière entre Israël et le Liban, ce vendredi 13 octobre 2023, lorsqu'un bombardement a coûté la vie au journaliste de l'agence Reuters Issam Abdallah ? C'est ce que nous avons cherché à savoir, à l'instant même où nous avons appris la terrible nouvelle.

Deux frappes d'intensités différentes, espacées d'une trentaine de secondes, ont touché le lieu exact où se trouvaient sept journalistes ce jour-là. Ils s'étaient installés dans cette zone pour couvrir les échanges de tirs entre les forces du Hezbollah et l'armée israélienne. La première frappe a tué le photjournaliste de l'agence Reuters Issam Abdallah et grièvement blessé la correspondante de l'Agence France-Presse (AFP), Christina Assi, tandis que la seconde a fait exploser le véhicule d'Al Jazeera à proximité immédiate, blessant plusieurs de ses confrères.

Au cours des jours qui ont suivi le drame, nous avons travaillé d'arrache-pied pour reconstituer la scène et comprendre l'enchaînement des faits qui se sont déroulés entre 16 h 45, heure des premières images collectées, et 18 h, heure de la mort d'Issam Abdallah. Nous avons collecté et croisé des éléments provenant de dizaines de sources, notamment des vidéos filmées au moment même de la tragédie. Nous avons également commandé des analyses balistiques.

Notre enquête a permis d'établir que les reporters n'ont pas été des victimes collatérales de tirs. L'un de leur véhicule, siglé « press » a été visé et la qualité de journalistes du groupe à proximité était également manifeste.

D'autres enquêtes (cinq au total) ont suivi la nôtre et ont permis d'établir clairement la responsabilité des autorités israéliennes. Un travail d'investigation indispensable pour favoriser celui de la justice. Depuis la publication de notre enquête, nous appelons la communauté internationale à faire pression pour que l'armée israélienne réponde de ce crime. Cette impunité met en danger les journalistes partout dans le monde. Nous continuerons à accompagner les journalistes rescapés de cette exaction, ainsi que la famille et les collègues d'Issam Abdallah, pour obtenir justice.



L'ouverture historique du procès de Jimmy Lai

par Aleksandra Bielakowska,
chargée de plaidoyer du Bureau Asie-Pacifique de RSF

- Emprisonné depuis 2020, Jimmy Lai a été condamné à **5 ans et 9 mois** de prison.
- En 2023, il a fêté ses **76 ans** en prison.

Il est midi à Hong Kong, ce 18 décembre 2023. Aux côtés de ma collègue Shataakshi Verma, responsable de projet au bureau RSF de Taipei, je m'apprête à assister à l'ouverture du procès de Jimmy Lai. Le fondateur du journal indépendant *Apple Daily* est accusé de « *collusion avec des forces étrangères* » sur la base de la loi draconienne sur la sécurité nationale (NSL), pour laquelle il risque la prison à vie.

C'est un procès historique. Une centaine de personnes patientent comme nous, aux abords du tribunal de West Kowloon. Parmi elles, des diplomates des États-Unis, de l'Union européenne, du Royaume-Uni, de l'Australie et du Canada, ainsi que des membres de la famille de Jimmy Lai.

Nous entrons dans la salle d'audience.

Derrière les barreaux depuis trois longues années, le magnat de la presse demande au tribunal d'abandonner l'une des accusations de sédition dont il fait l'objet. Ce jour-là, la requête est rejetée et le procès ajourné. Nous sommes consternés, mais plus que jamais déterminés à poursuivre le combat pour obtenir sa libération.

C'est la deuxième fois que je me rends en mission à Hong Kong. En juin 2023, je faisais partie de la délégation chargée d'évaluer les besoins des journalistes en matière de sécurité, trois ans après l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité nationale, adoptée par Pékin pour faire taire les voix indépendantes dans l'ancienne colonie britannique.

Jamais deux sans trois dit le dicton, et pourtant. Alors que je m'apprête, quelques semaines plus tard, le 10 avril 2024, à entrer sur le territoire pour une nouvelle audience du procès de Jimmy Lai, j'ai été arrêtée à mon arrivée à l'aéroport international de Hong Kong. J'ai été détenue, fouillée et interrogée pendant six heures, avant d'être expulsée du territoire. Cette épreuve illustre à quel point les autorités de Hong Kong craignent les ONG et les défenseurs des droits de l'homme qui cherchent à rendre compte du climat autoritaire qui s'est installé dans le territoire, autrefois bastion de la liberté de la presse.

Malgré la pression, nous continuerons à nous mobiliser, jusqu'à la libération de Jimmy Lai.



La libération de Mortaza Behboudi

par Antoine Bernard,
directeur plaidoyer et assistance de RSF

En 2023,

- Mortaza Behboudi a passé **284 jours en détention**.
- Dans la prison de Shash-Darak, où il était détenu, se trouvent plus de **1 200 prisonniers politiques**.

Nous y avons cru et nous avons été déçus tant de fois, que lorsque je reçois l'appel, ce mercredi 18 octobre, des avocats afghans que nous avons mandatés auprès de Mortaza, j'ai d'abord du mal à me réjouir.

Cela fait des mois, 284 jours exactement, que Mortaza Behboudi, journaliste franco-afghan, est détenu en Afghanistan. Des mois que l'équipe de RSF, aux côtés de sa femme Aleksandra Mostovaja et de ses amies, Solène Chalvon-Fioriti, Rachida El Azzouzi, se bat sans relâche pour obtenir cette libération. À plusieurs reprises, nous avons reçu des signaux positifs de la part des autorités talibanes, laissant à penser que Mortaza sortirait de prison. Nous avons d'ailleurs pu échanger de façon directe avec elles, pour plaider en faveur du journaliste.

Mais à chaque fois, notre optimisme s'est confronté à la réalité, la terrible réalité endurée par Mortaza tout au long de sa détention et qu'il allait nous raconter à son retour. Mauvais traitements, tortures, report des audiences, aléas de l'enquête, incertitude de la procédure. Mais face à l'adversité, nous ne nous sommes jamais découragés. Au contraire, entre lettre ouverte, lancement d'un comité de soutien, pétition, la mobilisation a pris de l'ampleur, jour après jour. Bâches sur les mairies, rassemblements, concert ... nous avons même installé un chronomètre géant en plein cœur de Paris, pour que tous les passants puissent voir en temps réel le nombre de jours, minutes, secondes, injustement passés par Mortaza en prison. En parallèle, nous saisissons les Nations unies, nous échangeons avec le Quai d'Orsay, l'Union européenne, mobilisons les États, et surtout poursuivons les discussions que nous étions parvenus à installer avec les autorités talibanes, montrant notre détermination et tentant de leur faire entendre raison.

Alors oui, ce mercredi 18 octobre à 10h15, lorsque les juges de la cour criminelle de Kaboul ont prononcé son acquittement de toutes infractions, incluant l'espionnage, le « soutien illégal à des étrangers » et l'aide au franchissement de frontières vers l'étranger, après un instant d'incrédulité, nous avons ressenti un immense soulagement.

Mais nous avons continué à retenir notre souffle jusqu'à son arrivée sur le tarmac de l'aéroport, deux jours plus tard. Je me souviendrais à jamais de son visage à la sortie de l'avion ce jour-là. Mais aussi de celui d'Aleksandra, sa femme, et de ses amis, qui l'attendaient pétris d'angoisse et pleins d'espoir, depuis neuf mois. Et de Mortaza qui très vite nous l'annonce : bien sûr, il continuera le journalisme ! C'est la plus belle récompense à nos efforts qu'on pouvait espérer.



Faire campagne pour la libération de Julian Assange

par **Rebecca Vincent**,
directrice de campagnes internationales de RSF

- RSF est la seule ONG à avoir suivi les **4 années de procédure d'extradition** devant les tribunaux londoniens.
- RSF est la seule ONG à s'être battue pour obtenir l'accès au dossier d'Assange.
- Assange est privé de sa liberté depuis **13 ans**, dont **5** passés dans la prison de Belmarsh.
- S'il est extradé vers les États-Unis, Assange risque jusqu'à **175 ans de prison**.

La route a été longue et sinueuse, mais 2023 s'est avérée être une année riche en événements dans la campagne de RSF pour la libération de l'éditeur de *WikiLeaks*, Julian Assange. Nous avons mené des batailles sur de nombreux fronts, alors que l'affaire judiciaire le rapprochait dangereusement de l'extradition. Nous nous sommes rendus au tribunal, en prison, nous avons plaidé auprès du gouvernement américain, qui persiste à poursuivre un éditeur pour le simple fait d'avoir révélé des vérités gênantes.

RSF a toujours défendu Assange en raison de ses contributions au journalisme. La publication par *WikiLeaks* en 2010 de plus de 250 000 documents militaires et diplomatiques classifiés qui ont fait l'objet de fuites, a donné lieu à de nombreux reportages d'intérêt public dans le monde entier. S'il était extradé, Julian Assange serait le premier éditeur poursuivi en vertu de la loi sur l'espionnage, ce qui créerait un dangereux précédent pour le journalisme et constituerait une grave menace pour la liberté de la presse dans le monde.

Plus de trois ans après le début de la procédure britannique d'extradition d'Assange vers les États-Unis, un juge seul, a rendu en juin une décision de trois pages - qui représente peut-être le coup le plus accablant de l'affaire -, rejetant sa demande d'appel de l'ordre d'extradition.

Il a eu une dernière chance de faire appel de ce rejet et, à la fin de l'année 2023, nous attendons d'être à nouveau convoqués au tribunal pour cette décision si importante.

Bien que des procédures judiciaires soient en cours au Royaume-Uni, l'affaire reste en fin de compte entre les mains du gouvernement américain. Au cours de l'été, nous avons donc entamé une semaine de mobilisation à Washington DC, où nous avons déployé un camion diffusant un clip de la tristement célèbre vidéo *Collateral Murder* révélée par *WikiLeaks*, montrant un hélicoptère américain abattant un groupe de civils, dont deux journalistes de l'agence Reuters. Nous avons rencontré des responsables de la Maison Blanche, du Département d'État et du Département de la Justice, ainsi que des membres du Congrès, répétant partout notre message : il est temps d'abandonner les charges, de clore l'affaire et de libérer Assange !

Après une longue bataille pour avoir accès aux audiences du tribunal dans cette affaire, nous avons également dû nous battre pour pouvoir rendre visite à Assange à la prison de Belmarsh, où il est en détention provisoire depuis avril 2019. Notre persévérance a de nouveau payé, et nous avons finalement pu lui rendre visite pour la première fois en août, et d'autres fois par la suite.

Alors que l'année 2023 touchait à sa fin, nous avons lancé une campagne de solidarité avec des médias du monde entier, montrant que les poursuites engagées contre Assange ont un impact sur tous les médias ainsi que sur le droit du public à l'information. C'est précisément la raison pour laquelle nous continuons à faire campagne avec autant de vigueur pour la libération d'Assange, qui est l'une de nos principales priorités mondiales : pour le journalisme, pour la liberté de la presse et pour notre droit à l'information à tous.

LES GRANDES CAMPAGNES DE RSF

#LIBÉREZ
LES JOURNALISTES

À TRAVERS CETTE CAMPAGNE, RSF CHERCHE À OBTENIR LA LIBÉRATION ET L'ABANDON DES CHARGES QUI PÈSENT CONTRE LES PERSONNES INCARNANT LE COMBAT POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE DANS DIFFÉRENTS PAYS. POUR CE FAIRE, LES ÉQUIPES DE RSF ONT SUIVI DIFFÉRENTS PROCÈS, EFFECTUÉ DES MISSIONS DE PLAIDOYER ET DÉPLOYÉ DES EFFORTS DE COMMUNICATION.

LIBÉREZ LES JOURNALISTES BIÉLORUSSES

BÉLARUS  157^e/180*



POURQUOI ?

La vaste campagne de répression lancée par les autorités biélorusses à la suite de la réélection frauduleuse d'Alexandre Loukachenko en août 2020, qui touche en grande partie les journalistes au Bélarus, ne cesse de s'accroître. Le régime continue de serrer la vis de la censure et s'attelle désormais à faire le ménage dans les équipes de ses propres médias au moindre soupçon de manque d'allégeance.

COMMENT ?

- **RSF a renforcé ses relations avec l'Association biélorusse des journalistes** et la famille de la journaliste biélorusse Maryna Zolatava, l'ancienne rédactrice en chef du média *TUT.BY*, condamnée à 12 ans de prison depuis le 18 mai 2021.
- **RSF a augmenté sa fréquence de publications** sur la situation de la liberté de la presse et des journalistes au Bélarus, attirant ainsi l'attention des médias et du grand public sur le sujet.
- Pour exprimer leur solidarité à l'égard de Maryna Zolatava, RSF **a monté des opérations coups de poing** et a invité des sympathisants du monde entier à envoyer des cartes postales avec des messages de solidarité en faveur de la journaliste. Elles ont été remises à plusieurs ambassades du Bélarus le 6 novembre 2023, date du 46^e anniversaire de Maryna Zolatava.



©RSF

#LIBÉREZ
LES JOURNALISTES

LIBÉREZ LE JOURNALISTE ALGÉRIEN IHSANE EL KADI

ALGÉRIE



136^e/180*



POURQUOI ?

Loin d'avoir tranché avec les années Bouteflika, l'élection d'Abdelmadjid Tebboune à la présidence de la République en Algérie, dans un contexte d'abstention record, s'est accompagnée d'un tour de vis sécuritaire et liberticide, profitant notamment de la pandémie de coronavirus et de l'essoufflement du mouvement de protestation du Hirak pour réprimer les voix libres du pays. Désormais confrontée à l'utilisation arbitraire d'un arsenal législatif, la presse doit composer entre la censure et le risque d'emprisonnement pour faire son travail. La détention d'Ihsane El Kadi est symptomatique de cette répression croissante. En juin 2023, le directeur des médias *Radio M* et *Maghreb Émergent* a été condamné, en appel, à sept ans de prison pour avoir prétendument reçu des financements de l'étranger. Depuis le début de son incarcération en décembre 2022, RSF se bat sans relâche pour obtenir sa libération à travers une campagne internationale.

COMMENT ?

- En réponse à l'incarcération, le 29 décembre 2022, d'Ihsane El Kadi, **RSF a saisi l'ONU** pour alerter sur l'acharnement judiciaire subi par le journaliste depuis trois ans et dénoncer cette ultime tentative de réduire au silence les derniers médias indépendants en Algérie. RSF a aussi saisi formellement la Media Freedom Coalition qui regroupe 50 États.
- **Réunis par RSF**, le rédacteur en chef de *Novaia Gazeta* et prix Nobel de la paix Dmitri Mouratov, et 15 autres directeurs de médias et responsables de rédactions se sont mobilisés pour la libération d'Ihsane El Kadi et la fin des entraves contre les médias qu'il dirige via un appel : « *Liberté pour Ihsane El Kadi, liberté pour Radio M et Maghreb Émergent, liberté pour les journalistes algériens.* »
- **RSF a lancé, le 27 janvier 2023, une pétition** appelant les autorités algériennes à libérer Ihsane El Kadi. Le 30 mars 2023, RSF a organisé une opération de remise des 13 000 enveloppes devant l'ambassade d'Algérie à Paris pour symboliser les signatures recueillies par la pétition.



Le directeur du plaidoyer et de l'assistance de RSF, Antoine Bernard, lors du point presse organisé devant l'ambassade d'Algérie à Paris.
© Robin Grassi / RSF

#LIBÉREZ
LES JOURNALISTES

LIBÉREZ LE JOURNALISTE GUATÉMALTEQUE JOSE RUBÉN ZAMORA

GUATEMALA



127^e/180*



POURQUOI ?

Le Guatemala traverse une crise sociopolitique depuis plus de cinq ans, entraînant une hausse des agressions contre les journalistes qui critiquent l'État ainsi qu'un grave problème de musèlement de la presse. Pour avoir réalisé des enquêtes sur des actes de corruption, des violations des droits humains ou des pratiques illicites d'entreprises privées, des reporters sont la cible d'attaques multiples : campagnes de dénigrement sur les réseaux sociaux, surveillance de l'État, harcèlement policier et judiciaire, et ce avec l'assentiment du ministère public et de la Cour suprême. Le cas de Jose Rubén Zamora, fondateur du quotidien *elPeriódico*, emprisonné depuis juillet 2022, est symptomatique de la persécution subie par les journalistes au Guatemala, où la démocratie est plus que jamais menacée.



© Johan Ordóñez / AFP

COMMENT ?

- En juillet 2023, **RSF a lancé une pétition** pour la libération de Jose Rubén Zamora.
- **La cérémonie de la 31^e édition du prix RSF** pour la liberté de la presse, qui s'est déroulée le 28 novembre 2023 à Bruxelles, a récompensé Jose Rubén Zamora dans la catégorie « Indépendance ».
- Aux côtés d'organisations partenaires défendant le journalisme, **RSF a lancé plusieurs actions pour la libération de Jose Rubén Zamora.** En novembre 2023, RSF a notamment participé à une réunion avec l'équipe de transition du gouvernement Arévalo, au cours de laquelle l'organisation a manifesté son inquiétude quant aux risques croissants pour les journalistes dans ce contexte de déstabilisation démocratique. RSF a également proposé des recommandations pour améliorer les conditions d'exercice de l'activité journalistique et de la liberté de la presse au Guatemala.

#LIBÉREZ
LES JOURNALISTES

LIBÉREZ LE JOURNALISTE AFGHAN MORTAZA BEHBODI

AFGHANISTAN

 152^e/180*



POURQUOI ?

L'arrivée au pouvoir des talibans, le 15 août 2021, a eu de graves répercussions sur le respect de la liberté de la presse et de la sécurité des journalistes, en particulier des femmes. En l'espace de trois mois, 43 % des médias afghans ont disparu. Le 5 janvier 2023, le journaliste franco-afghan Mortaza Behboudi se rend en Afghanistan pour un reportage. À peine 48 heures plus tard, il est arrêté et détenu dans une prison de Kaboul. Dès les premiers jours de sa détention, un canal de discussions a été ouvert par RSF auprès des autorités talibanes.

COMMENT ?

- Le 6 février 2023, **RSF a d'abord lancé une campagne publique de soutien** en coordonnant la rédaction d'une lettre ouverte afin de dénoncer l'incarcération aberrante du journaliste. L'organisation a ensuite coordonné la création d'un comité de soutien des confrères et amis de Mortaza Behboudi. Le comité a initié et soutenu de nombreuses actions : une plainte déposée le 24 février 2023 par RSF auprès des rapporteurs spéciaux des Nations unies, l'organisation et le parrainage de multiples événements (comme un concert solidaire à Paris pour ses 100 jours de captivité), le lancement d'une pétition et, à l'occasion des six mois de détention de Mortaza Behboudi, le dévoilement d'un compteur géant sur la façade de la mairie de Paris Centre.
- Dès les premiers jours de détention de Mortaza Behboudi, **RSF a mené des efforts « behind the doors »** : le lancement d'une enquête pour établir qui détient le journaliste, dans quelles conditions et pour quels motifs ; les contacts ininterrompus de l'organisation avec des responsables du pouvoir à Kaboul et la transmission de nombreux éléments aux juges pour prouver l'activité journalistique de Mortaza Behboudi.
- Le 18 octobre 2023, après 284 jours d'emprisonnement, **RSF annonce la libération de Mortaza Behboudi.**



Lors d'une conférence de presse, le 23 octobre 2023, au siège de RSF, le journaliste Mortaza Behboudi s'est exprimé devant les médias sur ses neuf mois de détention en Afghanistan.

© Robin Grassi / RSF

PROTÉGER LES JOURNALISTES ET LE TRAVAIL JOURNALISTIQUE

ASSURER LA LIBÉRATION DE
NARGES MOHAMMADI, NILOOFAR HAMEDI ET ELAHEH MOHAMMADI
ET PROTÉGER LES JOURNALISTES TRAVAILLANT EN IRAN

IRAN  177^e/180*



POURQUOI ?

L'Iran a renforcé sa position parmi les pays les plus répressifs au monde en matière de liberté de la presse depuis le début du mouvement de manifestations en réaction à la mort, le 16 septembre 2022, de l'étudiante Mahsa Amini. Plus de 70 journalistes – dont une part importante de femmes – ont été arrêtés. Les journalistes Narges Mohammadi, Niloofer Hamedei et Elaheh Mohammadi sont des figures emblématiques du mouvement de contestation iranien popularisé dans le monde entier par le slogan « Femme, vie, liberté ».

COMMENT ?

- Le 7 juin 2023, RSF a saisi les instances en charge de la protection des droits de l'homme des Nations unies pour les alerter sur la dégradation des conditions de détention de la journaliste iranienne et prix Nobel de la paix Narges Mohammadi, détenue depuis novembre 2021 dans la prison d'Évin, où elle purge une peine de dix ans et neuf mois de réclusion, assortie de centaines de coups de fouet.
- Le 8 novembre 2023, RSF et le collectif d'avocats Iran Justice ont saisi le groupe de travail sur la détention arbitraire de l'ONU d'une plainte contre les autorités iraniennes.
- Le 10 décembre 2023, à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'homme, RSF a appelé la Media Freedom Coalition, partenariat de 50 États engagés pour la défense de la liberté des médias, à agir pour mettre fin à la détention arbitraire de Narges Mohammadi.
- Le 14 janvier 2024, les journalistes Niloofer Hamedei et Elaheh Mohammadi ont été libérées sous caution après 15 mois de détention.



© RSF

DÉVELOPPER L'ACTIVITÉ DES CENTRES POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE EN UKRAINE

UKRAINE  79^e/180*



POURQUOI ?

Dès le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, les journalistes et médias ukrainiens ont payé un lourd tribut. Ils ont été la cible d'exactions ciblées commises par les forces armées russes dans tout le pays, mais aussi victimes directes des conséquences de la guerre d'agression avec des fermetures économiques de rédactions, des relocalisations y compris à l'étranger, l'exil ou encore la mobilisation dans l'armée d'employés. Dans cette « guerre de l'information », l'Ukraine est en première ligne pour résister contre l'expansion du système propagandiste du Kremlin. Pour répondre aux besoins et assurer le droit à l'information dans le pays, RSF a rapidement déployé une réponse d'urgence. En mars 2022, RSF ouvrait son premier Centre pour la liberté de la presse à Lviv, véritable hub pour les journalistes qui leur permet de recevoir des équipements de protection et d'accéder à des informations sur l'assistance financière ou psychologique proposée par RSF. En mai 2022, un deuxième Centre pour la liberté de la presse ouvrait à Kyiv.

COMMENT ?

Depuis le début de la guerre en Ukraine, 1 500 journalistes (dont 1 150 journalistes ukrainiens) et 150 médias ont été soutenus par RSF au niveau financier, logistique avec la livraison d'équipements énergétiques, ou encore psychologique. Au travers des Centres pour la liberté de la presse, RSF et ses partenaires locaux fournissent aux journalistes et médias internationaux et ukrainiens des équipements de protection et professionnels, des bourses d'assistance financière, des formations en sécurité et aux premiers secours, et l'accès à une assistance psychologique.



Livraison de casques et de gilets pare-balles au Centre de la liberté de la presse de RSF à Lviv.
© Robin Grassi / RSF

SOUTENIR LES JOURNALISTES AU SAHEL

POURQUOI ?

Le Sahel est une région extrêmement dangereuse pour les journalistes. Le risque d'enlèvement y est très élevé, en témoigne l'enlèvement à Gao le 8 avril 2021 du journaliste français Olivier Dubois, qui a retrouvé la liberté après 711 jours de captivité, le 20 mars 2023. Aux menaces directes à leur intégrité physique s'ajoutent des restrictions administratives abusives de la part de certains États de la zone, notamment avec l'expansion des zones interdites ou difficiles d'accès pour les journalistes.

COMMENT ?

- Le 3 avril 2023, **RSF a publié un rapport intitulé *Dans la peau d'un journaliste au Sahel***, sous forme d'enquête sur les dangers qui menacent le journalisme dans cette région d'Afrique. Le rapport a été largement exploité dans le cadre des actions de plaidoyer de l'organisation.
- Après près de deux ans de mobilisation pour obtenir sa libération, **RSF s'est réjouie de la libération du journaliste français Olivier Dubois le 20 mars 2023**. Dès son enlèvement, RSF avait multiplié les initiatives pour obtenir sa libération : création d'une instance de coordination, organisation de rassemblements de soutien, dévoilement de banderoles dans plus d'une vingtaine de villes françaises, projection du portrait du journaliste sur le Panthéon, opérations de solidarité lancées avec des chaînes de télévision et des radios.
- En 2023, 30 journalistes venus de toutes les régions du Niger ont été formés et équipés afin d'être en mesure de travailler en toute sécurité et de maîtriser le cadre juridique régissant l'exercice de leur profession, grâce à un appui de RSF à la section du Niger de l'Association des professionnelles africaines de la communication.



Couverture du rapport « Dans la peau d'un journaliste au Sahel »



Visite d'Olivier Dubois au siège de RSF en mars 2023, quelques jours après sa libération.

© Noémie Bonnafous / RSF

SÉCURITÉ NATIONALE VS JOURNALISME, NOTAMMENT JULIAN ASSANGE (USA)

POURQUOI ?

Depuis 2020, le fondateur de WikiLeaks Julian Assange est menacé par une extradition du Royaume-Uni vers les États-Unis, où il risque jusqu'à 175 ans de prison pour plusieurs chefs d'accusation liés à la publication d'informations d'intérêt général. Il pourrait alors être condamné en vertu de l'Espionnage Act, ce qui créerait un précédent alarmant, laissant la porte ouverte à de futures affaires similaires contre des journalistes, des éditeurs de presse ou des sources. Le 26 mars 2024, la Haute Cour britannique a décidé d'autoriser Julian Assange à faire appel de son extradition sur trois fondements. Cette dernière chance pour les tribunaux britanniques d'empêcher son transfert vers les États-Unis pourrait toutefois être rejetée si le gouvernement américain fournissait des « garanties suffisantes » quant aux trois motifs invoqués. RSF a été la seule ONG à suivre les quatre années de procédure d'extradition contre Julian Assange devant les tribunaux londoniens.

COMMENT ?

- Des **représentants de RSF ont obtenu la rare autorisation de lui rendre visite à la prison de Belmarsh**, ce qu'ils ont pu faire à cinq reprises depuis août 2023.
- **RSF a directement plaidé auprès du gouvernement américain** et continue d'exhorter l'administration Biden à trouver une solution politique à l'affaire afin d'empêcher l'extradition de Julian Assange et de permettre sa libération. Le 17 juillet 2023, à l'initiative de RSF, un camion a parcouru Washington afin de mobiliser le soutien du public en faveur de l'appel #FreeAssange.
- Le 18 octobre 2023, **RSF a lancé une nouvelle campagne de communication mondiale pour la libération de Julian Assange**. Des médias du monde entier ont diffusé, sur papier et en ligne, le visuel de campagne de RSF mettant en lumière le danger que représentent pour tous les médias et pour le droit du public à l'information les poursuites engagées par le gouvernement américain contre Julian Assange.



Stella Assange et les soutiens de Julian Assange à la sortie de la Haute Cour britannique, le 26 mars 2024.
© Lizzie Jenkins

UN « NEW DEAL » POUR LE JOURNALISME

DENSIFIER LE CONTENU DE L'EUROPEAN MEDIA FREEDOM ACT



© RSF

POURQUOI ?

À l'échelle de l'Union européenne (UE), l'année 2023 a été marquée par l'élaboration de la première législation européenne sur la liberté des médias (*European Media Freedom Act*, ou *EMFA*), définitivement adoptée le 13 mars 2024 par le Parlement européen. RSF a salué ce vote et s'est félicitée que nombre de ses propositions aient inspiré le texte pour garantir de manière effective le droit à l'information et l'indépendance des médias au sein de l'UE.

COMMENT ?

- **RSF s'est fortement engagée** dans la densification de l'*European Media Freedom Act*, à travers une cinquantaine de rendez-vous de plaidoyer avec des États membres de l'UE, des représentants de la Commission européenne, des parlementaires européens, des organisations potentiellement partenaires ou adversaires. Nombre de ces parties prenantes se sont montrées sensibles aux propositions de RSF.
- Ce texte inédit consacre notamment la *Journalism Trust Initiative (JTI)* – un mécanisme de certification, initié par RSF, visant à distinguer positivement le journalisme fiable dans l'écosystème de l'information – comme référence pour identifier les médias d'information.
- L'EMFA prévoit aussi des garanties pour préserver l'indépendance éditoriale des rédactions, éviter les interférences politiques, limiter les risques liés à la concentration des médias, ou encore empêcher la surveillance intrusive des journalistes – des garanties que RSF appelait de ses vœux.

DÉVELOPPER L'UTILISATION DE LA JOURNALISM TRUST INITIATIVE (JTI)



POURQUOI ?

Le journalisme subit la concurrence directe de contenus manipulateurs qui prolifèrent dans l'espace numérique. Cela s'est traduit au fil des ans par une érosion des audiences, une défiance vis-à-vis des médias, et une chute des revenus publicitaires ou de vente. La Journalism Trust Initiative (JTI), initiée et déployée par RSF, est la première et la seule norme internationale de type ISO pour la fiabilité de l'information. La JTI fournit un dispositif transparent pour faire reculer la désinformation et récompenser concrètement le respect d'un journalisme éthique et professionnel. L'année 2023 a été marquée par une augmentation significative du nombre de médias publiant un rapport de transparence, fruit d'une autoévaluation au regard de la norme JTI.

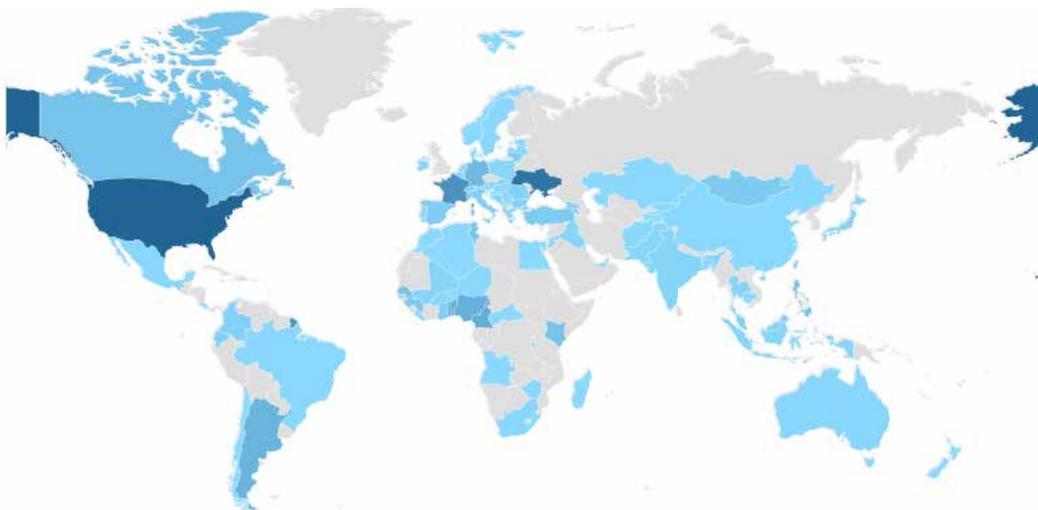
COMMENT ?

- Plus de **1 200 médias dans 80 pays se sont engagés dans la JTI** en évaluant leurs pratiques, notamment leurs processus éditoriaux, via l'outil de la JTI-app. Parmi eux, 250 ont déjà publié leurs rapports de transparence.
- Un tiers des médias impliqués dans la JTI sont situés en Afrique, principalement en Côte d'Ivoire et en République démocratique du Congo. Un autre tiers se trouve en Europe, avec une forte proportion de médias ukrainiens et français. En France, les groupes *EBRA* et *TF1* ont obtenu leurs certifications en décembre 2023, rejoignant *France Médias Monde* et *France Télévisions*. Le développement de la JTI se poursuit aux États-Unis et se développe rapidement en Amérique du Sud et en Asie du Sud-Est.
- **Au niveau législatif, 11 États se sont engagés à soutenir la JTI**, qui est par ailleurs mentionnée dans le code de pratique du règlement européen sur les services numériques (*Digital Services Act* ou DSA) et dans la législation européenne sur la liberté des médias (EMFA).
- **RSF, en partenariat avec NewsGuard, a lancé un protocole d'urgence de la JTI en Ukraine**. Les résultats concrets auprès des rédactions ukrainiennes ont permis de répliquer ce programme dans 11 pays en Afrique et en Amérique du Sud et d'accélérer l'accès à JTI dans ces régions.
- Microsoft utilise le référentiel de la JTI pour promouvoir un écosystème d'information plus sain.

Plus de 1200 médias dans 100 pays participent à la JTI

Nombre de médias par pays

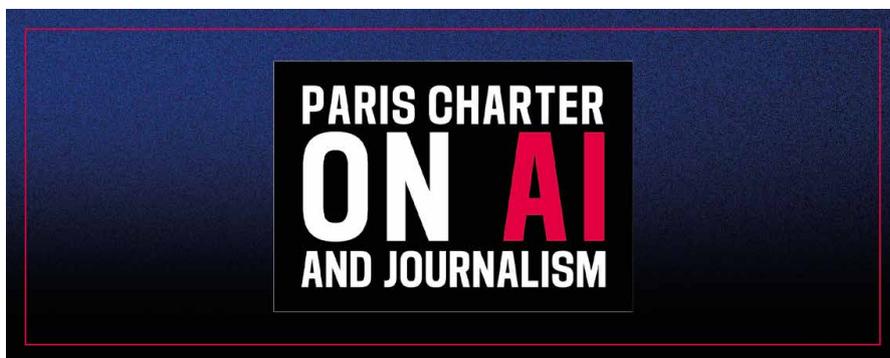
1  150



INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET JOURNALISME

POURQUOI ?

Les technologies fondées sur l'intelligence artificielle (IA) ouvrent des perspectives inédites mais posent également des défis sans précédent pour le journalisme. À l'heure où les *deepfakes* pourraient amplifier la désinformation et rompre la confiance du public à l'égard de tout contenu audiovisuel, et que les modèles de langage promettent d'augmenter la productivité au détriment de l'intégrité de l'information, RSF a développé, en 2023, des leviers d'action pour mettre l'IA au service du journalisme.



© RSF

COMMENT ?

- Le 10 novembre 2023, à l'occasion du Forum de Paris sur la paix, **RSF et 16 organisations partenaires ont présenté la charte de Paris sur l'IA et le journalisme**. Pionnière dans son domaine, la charte définit des principes éthiques que les journalistes, rédactions et médias du monde entier peuvent s'approprier et décliner dans leur travail à l'ère de l'IA. Cette charte a été créée par une commission initiée par RSF et présidée par la journaliste et prix Nobel de la paix Maria Ressa.
- RSF, en partenariat avec l'Alliance de la presse d'information générale, a annoncé en novembre 2023 le développement, par et pour les journalistes, d'un outil d'IA qui garantit la propriété intellectuelle des médias sur leurs publications. La phase initiale du **Projet Spinoza**, fin 2023, a consisté dans la production d'un prototype d'outil d'IA à destination des journalistes.

LA GOUVERNANCE D'INTERNET

METTRE EN ŒUVRE
LE PARTENARIAT
POUR L'INFORMATION
ET LA DÉMOCRATIE



Catherine Colonna, Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de France, Nicu Popescu, Ministre des Affaires étrangères de Moldavie, et Christophe Deloire, Secrétaire général de RSF.

© Manon Levet

Forum
Information
& Démocratie

POURQUOI ?

Initié par RSF, le Partenariat pour l'information et la démocratie a été endossé à ce jour par 52 pays, dont 25 membres de l'Union européenne, les États-Unis, l'Argentine, le Brésil, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud et le Sénégal. Il vise à développer des garanties démocratiques dans l'espace numérique, permettant d'affronter le chaos informationnel et de trouver une réponse systémique à la désinformation.

Fondé en 2019 par RSF et dix organisations de la société civile et centres de recherche, le Forum sur l'information et la démocratie est l'organe de mise en œuvre du Partenariat international pour l'information et la démocratie. Tirant son mandat de cet accord intergouvernemental, le Forum fournit aux États, à la société civile et aux plateformes, des recommandations concrètes de politiques publiques pour protéger le débat public du chaos informationnel.

COMMENT ?

- Dans la continuité de la **campagne « Densifier le contenu de l'European Media Freedom Act »**, le texte final de l'EMFA inclut des recommandations du Partenariat sur l'information et la démocratie.
- En 2023, RSF et le Forum sur l'information et la démocratie ont entrepris une **vaste campagne de remobilisation des États signataires du Partenariat**, notamment afin d'identifier un agent de liaison pour chaque État.
- En février 2023, le secrétaire général de RSF et président du Forum sur l'information et la démocratie est intervenu lors de l'**ouverture du Sommet de l'Unesco**, « Internet For Trust ».
- Lors de la clôture du Sommet du G7 qui s'est tenu à Hiroshima, au Japon, le 21 mai 2023, les dirigeants ont appelé les plateformes à s'engager pour la promotion de la fiabilité de l'information dans l'espace numérique et a assuré vouloir soutenir le Partenariat pour l'information et la démocratie initié par RSF.
- En septembre 2023, le Brésil et la Moldavie sont devenus les 51^e et 52^e États signataires du Partenariat.

RÉSISTER À LA PROPAGANDE

FAIRE ADOPTER LE SYSTÈME DE PROTECTION DES DÉMOCRATIES PAR DES GOUVERNEMENTS OU DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

POURQUOI ?

La mondialisation de l'information a conduit à une asymétrie entre les pays répressifs et « fermés », qui contrôlent leur espace numérique, et les pays démocratiques où l'espace reste ouvert, y compris à des entreprises de déstabilisation étrangère. C'est dans ce contexte que, depuis 2021, RSF recommande aux États démocratiques de créer un système de protection des espaces informationnels démocratiques sous la forme d'un nouveau cadre juridique pour réduire les asymétries, encourager l'ouverture mutuelle, évitant des décisions politiques.

COMMENT ?

- En juin 2023, deux rapports du Parlement européen demandaient la création d'un système européen de protection des espaces informationnels démocratiques conçu et préconisé par RSF – le rapport de la commission spéciale sur l'ingérence étrangère dans l'UE et le rapport sur la protection des journalistes dans le monde.
- Les efforts de plaidoyer ont été poursuivis en direction de l'UE, de la France, de la Slovaquie et des États-Unis prioritairement.

EMPÊCHER LA CHINE DE METTRE EN ŒUVRE UN NOUVEL ORDRE MONDIAL DE L'INFORMATION, NOTAMMENT À HONG KONG

POURQUOI ?

La République populaire de Chine est la plus grande prison du monde pour les journalistes, et son régime mène une campagne de répression contre le journalisme et le droit à l'information dans le monde entier. La région administrative spéciale chinoise de Hong Kong, autrefois bastion de la liberté de la presse, a connu un recul sans précédent depuis que Pékin a adopté, en 2020, une loi sur la sécurité nationale visant à faire taire les voix indépendantes. Par cette campagne, RSF cherche à opposer de meilleurs contrepoids démocratiques à l'influence de la Chine et à sa stratégie de contrôle de l'information, ainsi qu'à remédier aux atteintes à la liberté de la presse.

COMMENT ?

- En mai 2023, RSF a coordonné une déclaration commune avec 116 dirigeants de médias de 42 pays exprimant leur soutien à Jimmy Lai et appelant à sa libération immédiate.
- Le 15 juin 2023, une résolution du Parlement européen, adoptée à une majorité écrasante, appelait le gouvernement hongkongais à libérer Jimmy Lai.
- RSF a demandé à l'Assemblée générale des Nations unies de voter contre la réélection de la Chine au Conseil des droits de l'homme de l'organisation.
- En juin 2023, une **délégation de RSF s'est rendue en mission à Hong Kong** pour y évaluer les besoins des journalistes en termes de sécurité, trois ans après l'entrée en vigueur de la drastique loi sur la sécurité nationale.
- Une délégation du bureau Asie-Pacifique de RSF s'est rendue à Hong Kong pour assister à l'ouverture du procès de Jimmy Lai le 18 décembre 2023.
- RSF a poursuivi **le renforcement de ses actions d'assistance et de soutien aux journalistes** dans la région, à travers un ambitieux programme de formation développé au cours des trois dernières années.



© RSF

ENDIGUER LA PROPAGANDE RUSSE,

NOTAMMENT VIA UN SATELLITE POUR OFFRIR UN JOURNALISME INDÉPENDANT
AUX POPULATIONS RUSSOPHONES

POURQUOI ?

Depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, la quasi-totalité des médias indépendants ont été interdits, bloqués et/ou déclarés « *agents de l'étranger* » ou « *organisations indésirables* ». Tous les autres sont soumis à la censure militaire. Toutes les chaînes de télévision indépendantes privées sont interdites d'antenne, à l'exception des chaînes câblées de divertissement. De nombreux médias occidentaux, comme *Euronews*, *France 24* et la *BBC* ne sont plus accessibles dans le pays. Ceux qui subsistent appartiennent depuis quelques années à des proches du Kremlin, ou sont contraints à une autocensure très stricte du fait de thèmes et de mots bannis.

Déterminée à fournir aux populations russophones les outils dont elles ont besoin pour préserver leur liberté d'opinion, et consciente que les médias indépendants russes sont encore lus, vus ou entendus par 6 à 9 % de la population adulte, RSF a souhaité accroître leur audience et renverser la logique de la propagande.

COMMENT ?

Le 7 novembre 2023, RSF a annoncé la signature d'un contrat avec Eutelsat, l'un des principaux opérateurs mondiaux de satellites, prélude au lancement le 5 mars 2024, du bouquet satellitaire Svoboda, signifiant « liberté » en russe, pour offrir un journalisme indépendant aux populations russophones. Dix chaînes de télévision et radio russophones sont désormais diffusées par le satellite Hotbird d'Eutelsat vers des territoires tels que la Russie, le Bélarus, les territoires occupés de l'Ukraine et les pays baltes. Ce bouquet, accessible à 4,5 millions de foyers au sein de la Fédération de Russie et à environ 800 000 foyers dans les territoires occupés de l'Ukraine, comprendra jusqu'à 25 chaînes de radio et de télévision indépendantes en langue russe.

SVOBODA



© RSF

NOS PROJETS POUR L'AVENIR

L'AMPLIFICATION DE NOS CAMPAGNES DE MOBILISATION

Le but des campagnes est d'accroître l'impact de RSF et de concentrer les énergies. Une campagne vise un résultat précis et concerté et implique l'ensemble de l'organisation.

LA CRÉATION D'UN MÉCANISME DE RÉPONSE AUX CRISES

Forte de son expérience et pour réagir rapidement et avec agilité pour protéger les journalistes en danger lorsqu'une crise éclate, RSF lance un mécanisme de réponse aux crises. Cela permettra : d'une part, assurer la protection et la résilience des journalistes et des médias, et d'autre part, révéler et lutter contre l'impunité des crimes commis contre les professionnels des médias.

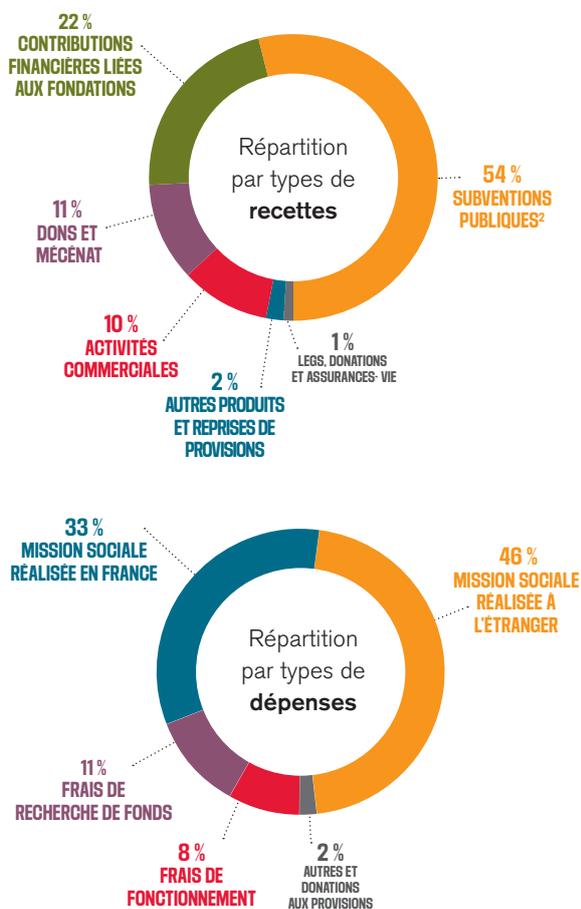
LES CAPACITÉS D'INVESTIGATION SUR LES MÉDIAS ET LA TECH

RSF a pour objectif de développer sa capacité d'enquête sur les pratiques hostiles à l'indépendance des médias (contournement de la régulation des médias, prises de contrôle hostiles...). Il s'agira de mener des enquêtes journalistiques sur ces sujets afin de révéler et mettre en lumière des pratiques et des acteurs qui remettent en cause cette indépendance.

LE DÉPLOIEMENT DE LA JOURNALISM TRUST INITIATIVE (JTI)

L'étape suivante consiste à développer son adoption par les médias et les incitations consenties par les autres acteurs. RSF entend développer un réseau de représentants de la JTI aux niveaux national et régional et négocier des avantages pour les médias certifiés (utilisation de la certification JTI à des fins promotionnelles, indexation algorithmique, revenus de la publicité, audience...).

UN BUDGET EN CROISSANCE ET DES FINANCEMENTS DIVERSIFIÉS



APRÈS UNE ANNÉE 2022 EXCEPTIONNELLE AU COURS DE LAQUELLE RSF A SU FORTEMENT SE MOBILISER POUR SOUTENIR LES JOURNALISTES EN UKRAINE, L'ASSOCIATION A MAINTENU UN FORT NIVEAU D'ACTIVITÉS, CE QUI SE TRADUIT POUR 2023 PAR UN BUDGET EN HAUSSE DE 10% (TOTAL DES CHARGES).

RSF veille à la diversité de ses modes de financement qui se décomposent de la manière suivante pour l'exercice 2023¹ :

- des **fonds publics**² (54 %), en provenance notamment de l'Agence française de développement (AFD) et du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), de la Swedish International Development Cooperation Agency (Sida), du ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ou de l'Union européenne (UE) ;
- des **fonds privés** issus des fondations (22 %) ;
- des **activités commerciales** (10 %), issues principalement de la vente des albums de photos dont 3 numéros sont publiés chaque année ;
- du **mécénat** et de la **collecte grand public** (11 %).

Les comptes annuels de RSF sont certifiés par le cabinet Deloitte & Associés. À cet audit statutaire annuel s'ajoutent des audits spécifiques portant sur certains contrats de financement.

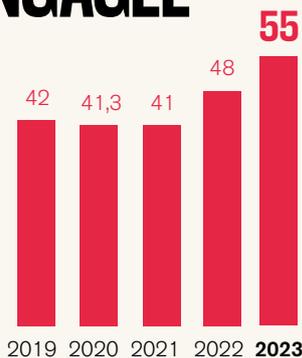
¹ Répartition issue du compte de résultat par origine et par destination présenté dans le rapport du commissaire aux comptes.
² Dont 29,7% de subventions et autres concours publics français, soit 16% du total des ressources financières.

PRINCIPAUX PARTENAIRES



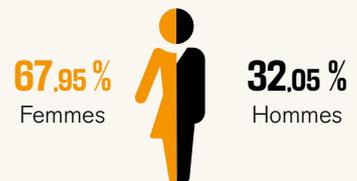
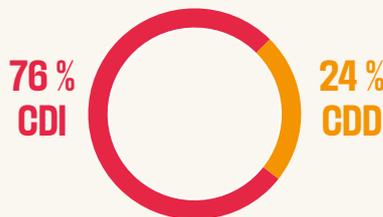
Avec le soutien de : Alan Wilson MD ; Ambassade de Suisse à Dakar ; Bioport ; Bloomberg LP ; Bruce Blackie ; Charles C. Cahn, Jr. and Nancy Maruyama ; Department of Foreign Affairs, Trade, and Development of Canada ; Dupage Community Foundation ; Fritt Ord ; King Baudoin Foundation USA ; Linda Kulhanek ; Poynter Institute ; The LuLu Foundation

UNE ÉQUIPE ENGAGÉE



Effectif moyen annuel
des salariés de RSF
(hors bureaux - en ETP)

UNE ÉQUIPE QUI SE RENFORCE



LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'assemblée générale des adhérents de Reporters sans frontières élit pour deux ans les membres du conseil d'administration (CA). Le CA élit en son sein un bureau exécutif.

Le CA se réunit à minima quatre fois par an et prend les décisions d'orientation de l'association.

BUREAU EXÉCUTIF

Président
PIERRE HASKI
Journaliste à France Inter

Trésorier
GÉRARD TSCHOPP
Ancien président de RSF Suisse

AUTRES MEMBRES DU BUREAU EXÉCUTIF

ANTOINE KABURAHÉ
Fondateur du journal burundais Iwacu

PAOLA SANDOVAL
Journaliste, présidente honoraire de l'Association de la Presse Étrangère

ELAINE SCIOLINO
Journaliste et ancienne cheffe de bureau du New York Times à Paris

DAN SHEFET
Avocat spécialiste des droits humains sur internet

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

MICHAEL BERGMEIJER
Ancien directeur général de Reuters Europe

ANGELA CHARLTON
Chef de bureau de l'agence Associated Press à Paris

PHIL CHETWYND
Directeur de l'information de l'Agence France Presse

ELAINE COBBE
Correspondante de CBS à Paris et représentante du Dart Center

MICHEL CORMIER
Ancien directeur général de l'information de Radio-Canada

LOUIS DREYFUS
Président du directoire du groupe Le Monde

PIERRE-OLIVIER FRANÇOIS
Journaliste et réalisateur

FACELY KONATE
Directeur Régional du Groupe Hadafo Médias

TARIQ KRIM
Entrepreneur, fondateur de Netvibes, Jolicloud et de la plateforme Polite

PATRICE LORTON
Producteur, directeur adjoint de la rédaction, Capa TV

CÉCILE MÉGIE
Directrice des stratégies éditoriales transverses, France Médias Monde

PAUL MOREIRA
Fondateur de l'agence Premières Lignes

MARTINE OSTROVSKY
Juriste et enseignante du droit des médias

MICHAEL REDISKE
Président de RSF International et de RSF Allemagne

EDITH RODRÍGUEZ CACHERA
Vice-présidente de RSF Espagne

ABDOULAYE TRAORÉ
Journaliste à Romainville webradio

UNE IMPLANTATION INTERNATIONALE

RSF possède un important réseau lui permettant d'avoir un fort ancrage mondial avec des acteurs présents dans **plus de 90 % des pays du monde**. Ainsi, dans 169 des 180 pays couverts par RSF, l'organisation peut compter sur au moins un acteur présent au niveau local qu'il soit correspondant, représentant, partenaire local ou même bureau ou section. Cette couverture mondiale reste équilibrée en fonction des différentes zones géographiques.



En 2023, RSF a travaillé en collaboration avec **27 organisations locales présentes dans 20 pays du monde**. Le travail avec ces organisations a notamment permis de mettre en œuvre des projets pour favoriser la sécurité des femmes journalistes au Niger, au Sénégal ou en Inde.

Au travers de son réseau de partenaires, RSF a pu répondre de manière agile aux différentes crises notamment en soutenant via son partenaire Arab Reporters for Investigative Journalism (ARIJ) plus de 90 journalistes à Gaza avec la création d'un espace d'accueil pour les femmes journalistes, l'ouverture de zones de travail sécurisées et équipées, la fourniture de matériel professionnel et de produits de première nécessité.

En 2023, RSF a organisé **deux rencontres entre les correspondants de son réseau**. Une première rencontre rassemblant **12 correspondants de la zone Europe de l'Est - Asie Centrale** à Paris et une seconde permettant la rencontre de **13 correspondants d'Amérique Latine** également à Paris. Ces réunions ont permis à l'ensemble des correspondants de discuter des enjeux de la liberté de la presse sur leurs zones respectives et d'améliorer l'action collective face aux défis que connaissent les différents pays. Ces espaces d'échanges ont été l'occasion de partager des expériences et d'améliorer les pratiques de travail au travers de formations et d'ateliers thématiques.

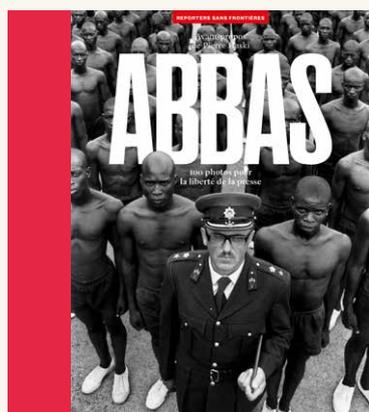
La collaboration avec différentes organisations locales au sein de son réseau, a permis à RSF de mettre en place de nombreuses formations. En 2023, ce sont près de **2 000 journalistes qui ont été formés par RSF à travers le monde**, soit dix fois plus de bénéficiaires qu'en 2020. L'organisation répond ainsi à une demande croissante des journalistes d'être mieux outillés face aux crises géopolitiques et à la désinformation. Ainsi en 2023, l'organisation est intervenue, avec un réseau de partenaires locaux, dans 37 pays, principalement en Afrique subsaharienne (40 % des journalistes formés), en Asie de l'Est (19 %) et en Ukraine (12 %).



Équipe internationale de RSF, réunie en séminaire à Paris en janvier 2024.
@Noemie Bonnafous, RSF

TOUCHER DE NOUVEAUX PUBLICS

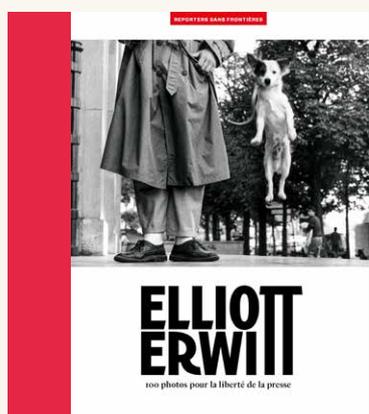
LA PROGRAMMATION DES ALBUMS RSF DE L'ANNÉE 2023 A FAIT LA PART BELLE AUX PHOTOGRAPHES NOIR ET BLANC.



Après Robert Capa, Don McCullin ou encore Raymond Depardon, c'est à **Abbas** (1944–2018), photographe iranien qui disait « écrire avec la lumière », que RSF a rendu hommage, en lui consacrant son premier album de l'année. Sur le terrain en Iran, en Afrique du Sud, au Biafra, en Irlande du Nord, ou encore en Afghanistan, celui qui voulait ordonner le chaos en images a aussi témoigné pendant plusieurs décennies de la relation de l'Homme avec le divin. Sa disparition en 2018 a laissé le monde de la photographie orphelin de l'un de ses plus grands conteurs. Pour la première fois, ses images en noir et blanc ont été rassemblées dans un album unique.



Les lecteurs des albums RSF ont ensuite été transportés au large, avec un numéro inédit spécial « **Mer** ». Ce dernier a été pensé comme une ode à la beauté et la fragilité de la mer, vue par les plus grands photographes d'hier et d'aujourd'hui. Sauvage et puissante, menacée et fragile, espace de subsistance et de plaisirs pour les humains et refuge pour la biodiversité, les multiples facettes de la mer ont été révélées, notamment sous l'objectif de Brassai, Robert Capa, Henri Cartier-Bresson, Anita Conti, Robert Doisneau, Jacques Henri Lartigue, Steve McCurry, Sarah Moon, Vincent Munier, Paul Nicklen, Sebastião Salgado et bien d'autres !



L'année s'est terminée par un album consacré à **Elliott Erwitt**, le meilleur observateur de la gent canine (et de la race humaine), à la patte reconnaissable entre mille. Quelques semaines après la mise en vente du numéro, le photographe franco-américain, membre de l'illustre agence Magnum Photos, s'est éteint à l'âge de 95 ans. RSF lui a rendu hommage et a exprimé son immense gratitude pour ce maître de l'humour photographique, qui venait d'offrir à l'organisation une anthologie de son travail.



REPORTERS SANS FRONTIÈRES œuvre pour la liberté, l'indépendance, et le pluralisme du journalisme partout sur la planète. Dotée d'un statut consultatif à l'ONU et à l'Unesco, l'organisation basée à Paris dispose de 13 bureaux et sections et de 150 correspondants dans le monde.